

**RETURN BIDS TO:**

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada**

**Voir dans le document/**

**See herein**

NA

Québec

NA

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

## Regional Individual Standing Offer (RISO)

### Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address****Raison sociale et adresse du**

fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

TPSGC-PWGSC

601-1550, Avenue d'Estimauville

Québec

Québec

G1J 0C7

<b>Title - Sujet</b> OAC- Entrepreneur général IML	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EE517-211573/A	<b>Date</b> 2021-04-05
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> EE517-211573	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$QCM-032-18140
<b>File No. - N° de dossier</b> QCM-0-43230 (032)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Daylight Saving Time EDT <b>on - le 2021-05-18</b> Heure Avancée de l'Est HAE	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> Voir doc.	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Girard, Isabelle	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> qcm032
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (418)580-3551 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Institut Maurice-Lamontagne, Mont-Joli et Rivière-au-Renard, Québec	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b>	
<b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b>	
<b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b>	
<b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)

### ENTREPRENEUR GÉNÉRAL

Mont-Joli (Institut Maurice-Lamontagne) et Rivière-au-Renard

#### AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS

Il n'y aura pas d'ouverture publique aux fins de la présente demande d'offre à commandes

Modification de l'**IG06 Livraison des offres** – Transmission d'une offre en format ÉLECTRONIQUE au moyen du service Connexion postel.

#### PAIEMENT SANS DÉLAI DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

##### Principes en matière de paiement sans délai

Services publics et Approvisionnement Canada est d'avis que ces trois principes devraient régir le versement des paiements faits au titre des contrats de construction :

- **Rapidité** : Le Ministère examinera et traitera les factures dans les meilleurs délais. En cas de différend, Services publics et Approvisionnement Canada paiera les éléments non contestés, tout en s'employant à résoudre la question du montant contesté de façon rapide et équitable
- **Transparence** : Le Ministère rendra publics les renseignements sur les paiements versés au titre des contrats de construction, comme les dates de versement des paiements, ainsi que le nom des entreprises, les numéros de contrat et de projet; de leur côté, les entrepreneurs devraient communiquer ces renseignements aux paliers inférieurs
- **Responsabilité partagée** : Les payeurs et les bénéficiaires sont tenus de respecter les conditions de leurs contrats, entre autres leurs obligations liées au versement et à la réception des paiements, ainsi que d'adopter les pratiques exemplaires de l'industrie

Pour plus de renseignements : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/divulcation-disclosure/psdic-ppci-fra.html>

#### CE BESOIN COMPORTE DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'instruction particulière IP09 "Exigences relatives à la sécurité industrielle" et la Condition Supplémentaire CS01 "Exigences en matière de sécurité industrielle, lieu de sauvegarde des documents".

#### MISE À JOUR SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE DE TPSGC

En date du 1<sup>er</sup> avril 2016, tous les contrats de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) qui portent sur des projets de nouvelle construction et des rénovations importantes interdiront l'utilisation des matériaux de construction contenant de l'amiante. Pour de plus amples informations veuillez consulter ce lien <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/ami-asb/amiante-asbestos-fra.html>

#### MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la CS07 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

## TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS - SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)	3
IG01 (2016-04-04) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITE – OFFRE	3
IG02 (2014-06-26) L'OFFRE	4
IG03 (2015-02-25) IDENTITE OU CAPACITE CIVILE DE L'OFFRANT	4
IG04 (2015-02-25) TAXES APPLICABLES	4
IG05 LISTE DES SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS	4
IG06 (2014-03-01) LIVRAISON DES OFFRES	5
IG07 (2014-06-26) REVISION DES OFFRES	7
IG08 (2014-09-25) REJET DE L'OFFRE	7
IG09 (2015-02-25) COUTS RELATIFS AUX OFFRES	8
IG10 (2020-05-28) NUMERO D'ENTREPRISE – APPROVISIONNEMENT	8
IG11 (2013-04-25) RESPECT DES LOIS APPLICABLES	8
IG12 (2010-01-11) ÉVALUATION DU RENDEMENT	8
IG13 (2012-07-16) CONFLIT D'INTERETS / AVANTAGE INDU	8
IG14 (2016-04-04) CODE DE CONDUITE POUR L'APPROVISIONNEMENT – OFFRE	9
INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)	10
IP01 INTRODUCTION	10
IP02 DOCUMENTS DE L'OFFRE	10
IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS	10
IP04 QUANTITÉ	10
IP05 OBLIGATION DE TPSGC	10
IP06 VISITE DES LIEUX	11
IP07 ÉVALUATION DES OFFRES	11
IP08 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES	11
IP09 DROIT DU CANADA	11
IP10 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE	11
IP11 SITES WEB	12
CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT	13
PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (POC)	14
POC01 GÉNÉRALITÉS	14
POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES	14
POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES	14
POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES	14
POC05 RESPONSABLES DE L'OFFRE À COMMANDES	15
CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)	16
CS01 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE, LIEU DE SAUVEGARDE DES DOCUMENTS	16
CS02 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ	16
CS03 CONDITIONS D'ASSURANCES	17
CS04 RETARD ET PROLONGATION DE DÉLAIS	17
CS05 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	18
APPENDICE 1 – FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX	19
APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX	20
APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT	20
APPENDICE 4 – RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (EXEMPLE)	37
APPENDICE 5 - ATTESTATION D'ASSURANCE	38
APPENDICE 6 – LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)	40
ANNEXE A - DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ	43
ANNEXE B – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS	44
ANNEXE C - EXEMPLE DE FORMULAIRE 2829	46

## INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS - SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)

### IG01 (2016-04-04) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITE – OFFRE

1. La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») en vigueur à la date d'émission de la demande d'offres ainsi que toutes les directives connexes en vigueur à cette date sont incorporées par renvoi à la demande d'offre et en font partie intégrante. L'offrant doit respecter la Politique et les directives, lesquelles se trouvent à l'adresse suivante : [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).
2. En vertu de la Politique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) suspendra ou pourrait suspendre un offrant ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions, et autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
3. En plus de tout autre renseignement exigé dans la demande d'offre, l'offrant doit fournir ce qui suit :
  - a. dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits dans la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une offre, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier »;
  - b. avec son offre, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
4. Conformément au paragraphe 5, en présentant une offre en réponse à la présente demande, l'offrant atteste :
  - a. qu'il a lu et qu'il comprend la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#);
  - b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
  - c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès de l'offrant ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
  - d. qu'il a fourni avec son offre une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
  - e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
  - f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.
5. Lorsqu'un offrant est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec son offre un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à l'adresse [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
6. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat le Canada établit que l'offrant a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Politique, le Canada pourrait également déterminer que l'offrant est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse.

## **IG02 (2014-06-26) L'OFFRE**

1. L'offre doit:
  - a. être présentée sur le Formulaire de proposition de prix obtenu par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au Formulaire de proposition de prix obtenu par l'entremise du SEAOG;
  - b. doit être établie en fonction des documents de proposition énumérés aux Instructions particulières aux offrants;
  - c. doit être remplie correctement à tous égards;
  - d. être signée par un représentant dûment autorisé par l'offrant ;
  - e. être accompagnée de tout autre document précisé ailleurs dans les documents d'offre où il est stipulé que ledit document doit accompagner l'offre.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6. de l'IG 08, toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire de proposition de prix ou toute condition ou restriction ajoutée à l'offre pourrait constituer une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le Formulaire de proposition de prix par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent la proposition. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.
3. Les offres envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents de propositions.
4. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes de propositions et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande de propositions ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications, incluant les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses, au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement à l'offrant de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part de l'offrant à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

## **IG03 (2015-02-25) IDENTITE OU CAPACITE CIVILE DE L'OFFRANT**

1. Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, l'offrant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de :
  - a. ce pouvoir de signature;
  - b. la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.
2. Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente offre au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

## **IG04 (2015-02-25) TAXES APPLICABLES**

1. « Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013.

## **IG05 LISTE DES SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS**

1. Sans objet

## IG06 (2014-03-01) LIVRAISON DES OFFRES

1. Le Canada exige que chaque offre, à la date et à l'heure de la clôture de la demande d'offres à commandes ou sur demande de l'autorité contractante, soit signée par l'offrant ou par son représentant autorisé.
2. Il appartient à l'offrant :
  - a. De présenter une offre dûment remplie, selon le format demandé, au plus tard à la date et à l'heure de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC);
  - b. De consulter les instructions de l'IG06.2.f.1 ci-dessous pour les offres transmises par Connexion postal;
  - c. De demander des précisions sur les exigences contenues dans la DOC, au besoin, avant de présenter son offre;
  - d. De veiller à ce que le nom de l'offrant, l'adresse de l'offrant, le numéro et la description de la demande d'offres à commandes, ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande d'offres à commandes soient clairement indiqués dans la présentation de l'offre;
  - e. De fournir une offre complète et suffisamment détaillée, afin de permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la présente DOC;
  - f. De faire parvenir son offre uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) indiqué ci-dessous, au plus tard à la date et l'heure indiquées à la page 1 de la demande d'offres à commandes, en faisant une livraison électronique par Connexion postal de la façon suivante :

1. **Transmission d'une offre en format ÉLECTRONIQUE au moyen du service Connexion postal**

Étapes à suivre pour la transmission d'une soumission au Module de réception des soumissions par l'intermédiaire de Connexion postal : <https://achatsetventes.gc.ca/etapes-a-suivre-pour-la-transmission-d-une-soumission-au-module-de-reception-des-soumissions-mrs-par-l-intermediaire-de-connexion-postel>

- a. Les offres doivent être transmises à l'aide du service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes.
- b. L'unique adresse courriel du Module de réception des soumissions servant à répondre à la demande d'offres à commandes au moyen du service Connexion postal est la suivante : [TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

**Remarque importante :** Les offres envoyées directement à l'adresse courriel susmentionnée seront rejetées. Cette adresse doit être utilisée UNIQUEMENT pour ouvrir une conversation Connexion postal comme il est indiqué à la l'alinéa c, ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

- c. Pour présenter une offre à l'aide du service Connexion postal, l'offrant doit :
  - i. Envoyer directement son offre uniquement au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC, à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal fournie par la Société canadienne des postes;  
  
ou
  - ii. Envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six jours ouvrables avant la date et l'heure de clôture de la demande d'offres à commandes (afin de garantir une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande d'offres à commandes au Module de réception des

soumissions désigné de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.

- d. Si l'offrant envoie un courriel demandant le service Connexion postal au Module de réception des soumissions désigné dans la demande d'offres à commandes, un agent du Module de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postal. La conversation du service Connexion postal créera une alerte par courriel de la Société canadienne des postes invitant l'offrant à accéder et à répondre au message dans la conversation. L'offrant sera alors en mesure de transmettre son offre à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande d'offres à commandes.
  - e. Si l'offrant utilise sa propre licence pour envoyer son offre, il doit maintenir la conversation Connexion postal ouverte pendant au moins trente (30) jours ouvrables après la date et l'heure de clôture de la demande d'offres à commandes.
  - f. Le numéro de la demande d'offres à commandes doit être indiqué dans le champ réservé aux messages de Connexion postal lors de toutes les transmissions électroniques.
  - g. Il est important de noter qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postal. Si l'offrant n'en a pas, il peut utiliser l'adresse suivante pour s'inscrire au service Connexion postal : 1550, avenue d'Estimauville, Québec (Québec) G1J 0C7.
  - h. Dans le cas des transmissions par le service Connexion postal, le Canada ne pourra être tenu responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
    - i. Réception d'une offre brouillée, corrompue ou incomplète;
    - ii. Indisponibilité ou mauvais état du service Connexion postal;
    - iii. Incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et le matériel utilisé pour la réception;
    - iv. Retard dans la transmission ou la réception de l'offre;
    - v. Mauvaise identification de l'offre par l'offrant;
    - vi. Illisibilité de l'offre;
    - vii. Sécurité des données contenues dans l'offre;
    - viii. Incapacité de créer une conversation électronique à l'aide du service Connexion postal.
  - i. Le Module de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de l'offre au moyen de la conversation Connexion postal, peu importe si la conversation a été initiée par l'offrant à l'aide de sa propre licence ou par le Module de réception des soumissions. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de l'offre et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.
  - j. Les offrants doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel du Module de réception des soumissions lorsqu'ils amorcent une conversation dans Connexion postal ou qu'ils communiquent avec le Module de réception des soumissions, et ne doivent pas supposer que l'adresse courriel est exacte s'ils font un copier-coller dans le système Connexion postal.
  - k. Une offre transmise par le service Connexion postal constitue l'offre officielle de l'offrant.
3. L'offrant est le seul responsable de livrer les offres, dans les délais prescrits et en bonne et due forme, au bureau désigné pour la réception des offres. TPSGC n'assumera pas cette responsabilité, ni n'acceptera qu'elle lui soit attribuée. L'offrant est responsable de toutes les conséquences et de tous les risques liés à une livraison incorrecte des offres.
  4. Les offres et les renseignements à l'appui peuvent être présentés en français ou en anglais.
  5. Sauf indication contraire dans les Instructions particulières à l'intention des offrants :
    - a. L'offre doit être présentée en dollars canadiens;



- b. Le besoin ne prévoit pas d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute offre incluant une telle disposition sera jugée non recevable.

#### **IG07 (2014-06-26) REVISION DES OFFRES**

1. Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par Connexion postel, pourvu que la révision soit reçue au Module de réception des soumissions au plus tard à la date et à l'heure de clôture des offres. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant l'offrant.
2. Une modification à une offre comportant des prix unitaires doit clairement identifier la modification et préciser à quel prix unitaire la modification s'applique.
3. Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, les révisions irrecevables pourraient être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

#### **IG08 (2014-09-25) REJET DE L'OFFRE**

1. Le Canada n'est tenu d'accepter aucune offre, même la plus basse.
2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1. de l'IG08, le Canada peut rejeter une offre dans l'un ou l'autre des cas suivants :
  - a. les privilèges permettant à l'offrant de présenter des offres ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
  - b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans l'offre de présenter des offres sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à faire une offre pour les travaux ou pour la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter
  - c. L'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
  - d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans son offre;
  - e. des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, l'offrant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
  - f. Dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le Canada
    - i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux de l'offrant, à un sous-traitant ou à un employé visé dans l'offre; ou
    - ii. Le Canada détermine que le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de l'offre.
3. Dans l'évaluation du rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2) (f)(ii) de l'IG08, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
  - a. la qualité de l'exécution des travaux de l'offrant;
  - b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
  - c. la gestion générale des travaux de l'offrant et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
  - d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'offrant lors de l'exécution des travaux.
4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1), 2) et 3) de l'IG08, le Canada peut rejeter toute offre selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
  - a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des offres proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;



- b. la capacité de l'offrant à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
  - c. le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats.
- 5. Dans les cas où une offre devrait être rejetée conformément aux alinéas 1), 2), 3) ou 4) de l'IG08, pour des motifs distincts de ceux exposés au sous-alinéa 2)(a) de l'IG08, l'autorité contractante le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.
- 6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les offres qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre l'offre et les exigences énoncées dans les documents de l'offre peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres offrans.

#### **IG09 (2015-02-25) COUTS RELATIFS AUX OFFRES**

- 1. Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la demande d'offre. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de son offre.

#### **IG10 (2020-05-28) NUMERO D'ENTREPRISE – APPROVISIONNEMENT**

- 1. Les fournisseurs doivent détenir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'un contrat. Les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à [Données d'inscription des fournisseurs](#).

#### **IG11 (2013-04-25) RESPECT DES LOIS APPLICABLES**

- 1. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de l'offre et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
- 2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées à l'alinéa 1) de l'IG11, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
- 3. Le non-respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG11 donnera lieu au rejet de l'offre.

#### **IG12 (2010-01-11) ÉVALUATION DU RENDEMENT**

- 1. Les offrans doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.
- 2. Le formulaire [PWGSC-TPSGC 2913](#), SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

#### **IG13 (2012-07-16) CONFLIT D'INTERETS / AVANTAGE INDU**

- 1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les offrans sont avisés que le Canada peut rejeter une offre dans les circonstances suivantes :
  - a. L'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande d'offre; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts ou

- b. le Canada juge que l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande d'offre qui n'étaient pas à la disposition des autres offrants et que cela donne ou semble donner à l'offrant un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un offrant qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande d'offre (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur de l'offrant ou crée un conflit d'intérêts. L'offrant demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus hauts.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une offre conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra l'offrant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les offrants ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande d'offre. En déposant une offre, l'offrant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. L'offrant reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

#### **IG14 (2016-04-04) CODE DE CONDUITE POUR L'APPROVISIONNEMENT – OFFRE**

1. Selon le [Code de conduite pour l'approvisionnement](#), les offres doivent répondre aux demandes d'offres de façon honnête, équitable et exhaustive, rendre compte avec exactitude de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans les demandes d'offres et les contrats subséquents, et présenter des offres et conclure des contrats que s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations prévues au contrat. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il se conforme au *Code de conduite pour l'approvisionnement*. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que son offre sera déclarée non recevable.

## INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

### IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises en construction à soumettre des offres pour l'offre à commandes. L'offrant sélectionné devra exécuter des travaux selon les besoins énoncés dans l'énoncé des travaux.
2. TPSGC à l'intention d'autoriser **une (1) offre à commandes, pour une durée d'une (1) année avec quatre (4) options d'une année chacune**. La valeur totale en dollars de l'offre à commandes sur cinq ans est estimée à **2 874 375,00 \$** incluant les taxes. Chacune des commandes subséquentes pourra atteindre un maximum de **100 000,00 \$** incluant les taxes. Les offrants doivent noter que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelconque montant des offres à commandes; TPSGC attribuera des commandes subséquentes uniquement lorsque des travaux particuliers à l'offre à commande seront requis. Veuillez consulter la section PO04, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.

### IP02 DOCUMENTS DE L'OFFRE

1. Les documents suivants constituent les documents de l'offre:
  - a. Demande d'offre à commande - Page 1;
  - b. Instructions générales aux offrants – Services de construction;
  - c. Instructions particulières aux offrants;
  - d. Clauses et conditions identifiées aux « Clauses ou documents du contrat subséquent »;
  - e. Dessins et devis (si applicable);
  - f. Formulaire de proposition de prix et tout appendice s'y rattachant;
  - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.
2. La présentation d'une offre constitue une affirmation que l'offrant a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

### IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

1. Toutes demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante dont le nom figure à la demande d'offres à commande (DOC) Page 1 à l'adresse courriel [Isabelle.Girard@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Isabelle.Girard@tpsgc-pwgsc.gc.ca), toutes demandes de renseignements devraient être reçues **au moins 5 jours ouvrables avant la date de clôture de l'invitation** afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux offrants, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure sur l'offre - Page 1. Le défaut de se conformer cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

### IP04 QUANTITÉ

1. La quantité des travaux et la dépense estimative précisés dans la DOC ne sont qu'une approximation des besoins. La présentation d'une offre par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada. Le Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

### IP05 OBLIGATION DE TPSGC

1. Une demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires leur préparation, ni non plus exécuter des travaux ou établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou

d'autoriser l'utilisation de toute offre en totalité ou en partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

#### **IP06 VISITE DES LIEUX**

1. Il n'y aura pas de visite des lieux.

#### **IP07 ÉVALUATION DES OFFRES**

1. L'offre recevable la plus basse sera recommandée pour adjudication de l'offre à commandes.

#### **IP08 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES**

1. L'offre ne peut être retirée pour une période de **soixante (60) jours** suivant la date de clôture de l'invitation.
2. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des demandes d'offres à commandes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les offrants auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
3. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2 ci-haut est acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra poursuivre alors sans tarder l'évaluation des demandes d'offres à commandes et les processus d'approbation.
4. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2. ci-haut n'est pas acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion :
  - a. poursuivre l'évaluation des demandes d'offres à commandes de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
  - b. annuler la demande d'offre à commande.
5. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG08.

#### **IP09 DROIT DU CANADA**

1. Le Canada se réserve le droit :
  - a. de rejeter l'une quelconque ou la totalité des soumissions reçues en réponse à la demande de soumissions;
  - b. de négocier avec les soumissionnaires n'importe quel aspect de leur soumission;
  - c. d'accepter une soumission en totalité ou en partie, sans négociation;
  - d. d'annuler la demande de soumissions à n'importe quel moment;
  - e. d'émettre de nouveau la demande de soumissions;
  - f. si aucune soumission recevable n'est reçue et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, d'émettre de nouveau la demande de soumissions en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont soumissionné, à soumissionner de nouveau dans un délai indiqué par le Canada; et
  - g. de négocier avec le seul soumissionnaire qui a déposé une soumission recevable pour s'assurer que le Canada profitera du meilleur rapport qualité/prix.

#### **IP10 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE**

1. À la date de clôture des offres, l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la CS01. Tout manquement à se conformer à cette exigence rendra l'offre irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à l'offre.
2. Les membres du personnel de l'offrant retenu, ainsi que tout sous-traitant et les membres de son personnel, qui effectueront quelque partie que ce soit des travaux durant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi se conformer aux exigences obligatoires en matière de sécurité du contrat subséquent tel qu'indiqué à l'article CS01 des conditions supplémentaires. **Les membres du personnel ne détenant pas la cote de sécurité requise ne**

**seront pas admis sur les lieux.** Il sera de la responsabilité de l'offrant retenu de s'assurer que les exigences en matière de sécurité sont rencontrées tout au long du contrat. Le Canada ne sera pas tenue responsable ou redevable de tout retard ou frais supplémentaires associés avec la non-conformité de l'offrant retenu aux exigences obligatoires en matière de sécurité.

## **IP11 SITES WEB**

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)  
[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf)

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Services de sécurité industrielle  
<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)  
[http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505\\_fra.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_fra.pdf)

Accord Commerciaux  
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Cadre-strat-gique-et-juridique/Accords-commerciaux>

## CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commande.
  - a. Page « Demande d'offre à commande » une fois signée par le Canada;
  - b. Formulaire de proposition de prix et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
  - c. Dessins et devis;
  - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2017-11-28);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2019-11-28);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2019-11-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2019-05-30);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2018-06-21);
CG8	Règlement des différends	R2884D	(2019-11-28);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1		R2950D	(2015-02-25);
Conditions supplémentaires			
  - e. Toute modification émise ou toute révision de l'offre recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
  - f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'offrant avant l'acceptation de l'offre et
  - g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de proposition de prix présenté.

## PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (POC)

### POC01 GÉNÉRALITÉS

1. L'offrant reconnaît qu'une offre à commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre à commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada à acheter les travaux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat à cet effet.
2. L'offrant propose de fournir et de livrer au Canada les travaux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité technique pourrait demander les travaux conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'offrant comprend et convient :
  - a. qu'une commande subséquente d'une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
  - b. que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commande passée pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
  - c. que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
  - d. que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
  - e. que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

### POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES

1. Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées :
  - a. du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022 pour la période ferme, année 1.
  - b. du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 pour la période optionnelle 1 (année 2);
  - c. du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024 pour la période optionnelle 2 (année 3);
  - d. du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025 pour la période optionnelle 3 (année 4);
  - e. du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026 pour la période optionnelle 4 (année 5);

### POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES

1. Chaque commande subséquente sera établie avec une limite maximale de dépenses de **100 000,00 \$** incluant les taxes applicables. Le Canada fera le suivi des dépenses encourues au fur et à mesure afin de s'assurer de ne pas dépasser le pourcentage maximal qui peut être accordé à chacun des offrants retenus.

### POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES

1. Les travaux seront commandés comme suit :
  - a. L'autorité technique déterminera l'étendue des travaux à fournir.
  - b. Pour chaque commande subséquente le Canada transmettra à l'offrant un énoncé des travaux. L'offrant présentera une proposition à l'autorité technique conformément aux modalités établies dans l'offre à commandes. La proposition devra couvrir l'ensemble des travaux de l'énoncé des travaux et le prix inclura, sans s'y limiter, les coûts d'immobilisation, de sous-traitance, des matériaux, de la main d'œuvre, de l'outillage, des frais d'administration et de supervision ainsi que les coûts pour obtenir et maintenir en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.
2. L'offrant sera autorisé par écrit à exécuter les travaux par l'autorité technique qui établira une commande subséquente à l'offre à commandes en utilisant le formulaire 2829. Voir annexe C.



## POC05 RESPONSABLES DE L'OFFRE À COMMANDES

1. L'autorité contractante de l'offre à commandes est chargée de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. Elle est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

L'autorité contractante de l'offre à commandes est :

Nom : Isabelle Girard  
Titre : Spécialiste en approvisionnement  
Ministère : Services publics et Approvisionnement Canada  
Direction : Approvisionnement et rémunération, Région du Québec  
Téléphone : 418 580-3551  
Courriel : [Isabelle.Girard@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Isabelle.Girard@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

2. L'autorité technique représentant du Ministère représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

L'autorité technique pour l'offre à commandes est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Département : \_\_\_\_\_  
Direction : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le représentant de l'Entrepreneur pour l'offre à commandes est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Département : \_\_\_\_\_  
Direction : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

## CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

### CS01 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE, LIEU DE SAUVEGARDE DES DOCUMENTS

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens PROTÉGÉS hors des établissements visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'appendice 6 ;
  - b) du Manuel de la sécurité des contrats (dernière édition).

### CS02 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ

La CG1.6 de la R2810D est supprimée et remplacée par le texte suivant:

CG1.6 Indemnisation par l'entrepreneur

1. L'entrepreneur exonère et indemnise le Canada des réclamations, demandes d'indemnisation, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures se rapportant aux pertes subies par le Canada ou aux réclamations de tierces parties et découlant, de quelque façon que ce soit, des activités de l'entrepreneur dans l'exécution des travaux, dans la mesure où ces réclamations sont causées par des actes négligents ou délibérés ou des omissions attribuables à l'entrepreneur, ou quiconque dont il est responsable en vertu de la loi.
2. L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada pour chacune des pertes liées à la responsabilité de la première partie est limitée comme suit :
  - a. en ce qui trait à chacune des pertes pour lesquelles une assurance doit être fournie en vertu des exigences en assurance du contrat de la CG10.1 « Polices d'assurance » de la R2900D, elle est limitée au plafond par sinistre, de l'assurance responsabilité civile des entreprises, comme il est indiqué aux exigences en assurance du contrat.
  - b. en ce qui trait aux pertes pour lesquelles aucune assurance n'est requise, en vertu des exigences en assurance du contrat de la CG10.1 « Polices d'assurance » de la R2900D, elle est limitée au montant le plus élevé entre le montant du contrat et 5 000 000,00 \$ mais en aucun cas le montant ne doit être supérieur à 20 000 000,00 \$.

Les montants ci-dessus ne comprennent pas les intérêts ni les frais de justice et ne sont applicables à aucune violation des droits de propriété intellectuelle ou des obligations de garantie.

3. L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada, pour des pertes liées à la responsabilité de tierces parties n'est assujettie à aucune limite, y compris la totalité des frais qu'il devra engager pour se défendre en cas de

poursuite par une tierce partie. Lorsque le Canada l'exige, l'entrepreneur doit défendre le Canada contre toute réclamation présentée par une tierce partie.

4. L'entrepreneur acquitte l'ensemble des redevances et des droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux, ou toute partie de ceux-ci, réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
5. Un avis écrit concernant une telle réclamation, action ou procédure doit être donné dans un délai raisonnable après que les faits sur lesquels est fondée cette demande deviennent connus.

#### **CS03 CONDITIONS D'ASSURANCES**

1. Polices d'assurance
  - a. L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
  - b. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
2. Période d'assurance
  - a. Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution et demeurer en vigueur pendant toute la durée de de l'offre à commande.
  - b. Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.
3. Preuve d'assurance
  - a. Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de son offre, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
  - b. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.
4. Indemnités d'assurance
  - a. En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.
5. Franchise
  - a. L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

#### **CS04 RETARD ET PROLONGATION DE DÉLAIS**

##### Modification de la R2860D CG6.5.4

Prendre note que la Condition générale 6.5.4 est remplacée par la suivante :

1. Si l'entrepreneur encourt ou subit des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part du Canada après la date du contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel le Canada est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant la date où une négligence ou un retard survient, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.

#### **CS05 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)**

1. Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire. Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents. Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

## APPENDICE 1 – FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

### SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

Offre à commandes entrepreneur général - Mont-Joli (Institut Maurice-Lamontagne) et Rivière-au-Renard

### SA02 NOM LÉGAL ET ADRESSE DE L'OFFRANT

Raison sociale: \_\_\_\_\_

Nom commercial (si applicable) : \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Télécopieur: \_\_\_\_\_ NEA : \_\_\_\_\_

Adresse courriel : \_\_\_\_\_

Le Numéro d'organisation du Programme de sécurité industrielle : \_\_\_\_\_

### SA03 OFFRE

L'offrant propose au Canada d'exécuter les travaux des commandes subséquentes, conformément aux taux indiqués dans l'appendice 3.

### SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES

L'offre ne peut être retirée pour une période de **soixante (60) jours** suivant la date de clôture de l'invitation.

### SA05 SIGNATURE

\_\_\_\_\_  
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'offrant (Tapés ou lettres moulées)

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

## **APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

L'Énoncé des travaux se trouve dans les pièces jointes des documents d'invitation à soumissionner.

## **APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT**

## 1. IDENTIFICATION DE L'OFFRANT

Raison sociale de l'offrant : \_\_\_\_\_

## 2. MONTANT DE L'OFFRE

- a. **Cellules ombragées** : Veuillez noter que toutes les cellules ombragées des tableaux se trouvant ci-dessous doivent être complétées.

*Les offrants peuvent remplir les tableaux de façon électronique en accédant au fichier Excel joint à l'invitation dans Achatsetventes.gc.ca.*

- b. **Tous les tableaux se trouvant dans l'appendice 3 doivent être complétés.** Le tableau intitulé "Total sur 5 ans" représente la somme des cinq années de l'offre à commandes.

- c. **Taux horaires** : Les taux horaires, pour la durée de l'offre à commandes, comprennent le taux payé à l'employé majoré pour inclure les frais généraux, les bénéfices marginaux et les profits (vacances + assurance emploi + régime des rentes + avantages sociaux + assurances + cotisations + CNESST + administration + autres). Les taxes applicables ne sont pas incluses dans les taux horaires.

De plus, les taux horaires comprennent la main d'œuvre directe ou productive consacrée uniquement au travail incluant l'appel de service. Le temps est compté à partir du moment où l'entrepreneur est sur les lieux. Les taux horaires ne s'appliquent pas aux temps de repas ni aux temps de déplacement à l'extérieur du site. Le taux horaire doit inclure le camion de service, le camion du contremaître s'il y a lieu, ainsi que tous les outils de mains (soit non-électrique, électrique, pneumatique, etc.)."

- d. **Heures supplémentaires** : L'entrepreneur ne devra pas faire de travail à temps supplémentaire dans le cadre de cette offre à commandes à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par le représentant du ministère de TPSGC. Toutes les demandes de paiement selon les tarifs précisés dans l'offre à commandes doivent être accompagnées d'un exemplaire de l'autorisation de travail à temps supplémentaire et d'un rapport faisant état des détails exigés par le Canada en ce qui a trait aux heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation.
- e. **Journée de travail** : Une journée correspond à 7,5 heures, excluant les pauses repas. Les heures de travail sont de 7h30 à 16h. Les paiements sont effectués pour les journées travaillées; il n'y a pas de dispositions concernant les congés annuels, les congés fériés et les congés de maladie.
- f. **Lieux des travaux** : Dans les bâtiments et propriétés du Gouvernement fédéral, généralement situés dans un rayon de 50 km autour de l'édifice fédéral du 850, route de la mer, Mont-Joli (Québec), mais occasionnellement, dans un rayon de 350 km pour se rendre à Rivière-au-Renard.
- g. **Quantités annuelles estimées** : Les quantités annuelles estimées aux tableaux ci-après ne sont fournies qu'à des fins d'évaluation. Aucun nombre d'heures n'est garanti, peu importe la catégorie.
- h. **Fixation des taux horaires** : L'entrepreneur doit inscrire dans les tableaux ci-dessous des taux horaires pour la période visée de l'offre à commandes.
1. Contremaître : au besoin seulement, selon ampleur du projet, mais le nombre d'heures chargés ne dépassera pas 15% du nombre d'heures de la durée des travaux.
  2. Dans les lignes 1 à 20 ci-après, veuillez inscrire les trois (3) taux horaires par ligne (durant les heures régulières; en dehors des heures régulières; samedi, dimanche et fêtes légales).



APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 1 (du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022)

Catégorie de personnel		Durant les heures régulières entre 07h30 et 16h00			En dehors des heures régulières			Samedi, dimanche et fêtes légales			* Valeur totale annuelle estimée par catégorie de personnel (J)
		taux horaire (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	taux horaire (D)	quantité annuelle estimée (E)	unité (F)	taux horaire (G)	quantité annuelle estimée (H)	unité (I)	
1	Contremaître	\$	100	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
2	Briqueur-Maçon	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
3	Charpentier-menuisier	\$	400	heure	\$	30	heure	\$	10	heure	\$
4	Couvreur	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
5	Électricien	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
6	Ferblantier	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
7	Ferrailleur	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
8	Peintre	\$	400	heure	\$	30	heure	\$	10	heure	\$
9	Plombier (Tuyauteur)	\$	100	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
10	Frigoriste	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
11	Manœuvre - aide	\$	500	heure	\$	50	heure	\$	10	heure	\$
* le calcul des lignes 1 à 11 se fait comme suit : (Ax B)+(DxE)+(GxH)=J											\$

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 1 (du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022)

Catégorie de machinerie  Les taux horaires incluent l'opérateur et tous les frais pour faire fonctionner ces machines.		Du lundi au vendredi						Samedi, dimanche et fêtes légales			* Valeur totale annuelle estimée par catégorie de machinerie (J)
		Durant les heures régulières entre 7h30 et 16h			en dehors des heures régulières						
		taux horaire (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	taux horaire (D)	quantité annuelle estimée (E)	unité (F)	taux horaire (G)	quantité annuelle estimée (H)	unité (I)	
12	Rétrocaveuse	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
13	Rétrocaveuse marteau	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
14	Camion 10 roues	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
15	Fardier	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
16	Chargeur	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
17	Compacteur	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
18	Scie à béton/asphalte sur roues	\$	10	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
19	Camion de livraison (F-150 ou cube)	\$	150	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
20	Excavatrice (max. de 1.7 tonnes)	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
* le calcul des lignes 12 à 20 se fait comme suit : (Ax B)+(DxE)+(GxH)=J								Sous-total no 2 - machinerie :		\$	

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 1 (du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022)

i. Autres frais (sur une période d'une année) :

1.

Dans la ligne 21.2 ci-après, veuillez inscrire le taux au kilométrage lors d'un déplacement de plus de 50 km à 350 km.
2.

Dans la ligne 22.2 ci-après, veuillez inscrire la majoration applicable aux matériaux. Exemple : si vous inscrivez le chiffre 5 comme majoration, c'est 5% qui vont être ajoutés au montant de 50 000,00 \$ pour un total de 52 500,00 \$
3.

Dans la ligne 23.2 ci-après, veuillez inscrire la majoration applicable à la sous-traitance. Exemple : si vous inscrivez le chiffre 10 comme majoration, c'est 10% qui vont être ajoutés au montant de 10 000,00 \$ pour un total de 11 000,00 \$

Frais de déplacement de plus de 50 km à 150 km						
Pour les travaux exécutés dans un rayon de plus de 50 km jusqu'à 350 km, l'entrepreneur pourra charger les items qui suivent. La mesure de la distance se fera à vol d'oiseau entre le 850, route de la mer, Mont-Joli (Québec) et le lieu des travaux en utilisant un logiciel tel Google Earth.						
#	Description	taux du kilomètre (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
21						
.1	Le temps de déplacement des employés de l'Entrepreneur selon un ratio de 1 heure par 100 km moins 1 heure pour le premier rayon de 50 km aller et retour. La formule à utiliser est : ((d / 100 km) x th) - th, où "d" est la distance aller et retour et "th" est le taux horaire. Exemple : considérant un taux horaire de 47,50 \$/h (th) et une distance aller et retour de 130 km (d) seraient payés 14,25 \$, soit ((130 km / 100 km) x 47,50 \$) - 47,50 \$.					
.2	Seulement les véhicules qui se sont déplacés sur leur propre pouvoir sur toute la distance sont éligibles au paiement du kilométrage :	\$	1000	km		\$
* le calcul de la ligne 21.2 se fait comme suit : AxB=D						
Matériaux						
#	Description	majoration (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
22						
.1	Matériaux selon l'estimé préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'autorité technique de TPSGC.					
.2	L'entrepreneur facturera chaque item au prix coûtant plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit. Fournir des pièces justificatives du prix coûtant. Soumettre un pourcentage de majoration (si la majoration est de zéro, le montant total sera de 50 000,00 \$).	%	50 000	dollar \$		\$
* le calcul de la ligne 22.2 se fait comme suit : ((A/100)xB)+B=D						
Sous-traitance						
#	Description	majoration (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
23						
.1	Frais de sous-traitance selon un estimé détaillé préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'autorité technique de TPSGC.					
.2	L'entrepreneur facturera au prix coûtant, plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit, les travaux exclus du devis qui seront exécutés par un sous-traitant. L'entrepreneur fournira des pièces justificatives du prix coûtant. L'entrepreneur soumettra un pourcentage de majoration (si la majoration est de zéro, le montant total sera de 10 000,00 \$).	%	10 000	dollar \$		\$
* le calcul de la ligne 23.2 se fait comme suit : ((A/100)xB)+B=D						

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 2 (du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023)

Catégorie de personnel		Durant les heures régulières entre 07h30 et 16h00			En dehors des heures régulières			Samedi, dimanche et fêtes légales			* Valeur totale annuelle estimée par catégorie de personnel (J)
		taux horaire (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	taux horaire (D)	quantité annuelle estimée (E)	unité (F)	taux horaire (G)	quantité annuelle estimée (H)	unité (I)	
1	Contremaître	\$	100	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
2	Briqueur-Maçon	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
3	Charpentier-menuisier	\$	400	heure	\$	30	heure	\$	10	heure	\$
4	Couvreur	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
5	Électricien	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
6	Ferblantier	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
7	Ferrailleur	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
8	Peintre	\$	400	heure	\$	30	heure	\$	10	heure	\$
9	Plombier (Tuyauteur)	\$	100	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
10	Frigoriste	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
11	Manœuvre - aide	\$	500	heure	\$	50	heure	\$	10	heure	\$
* le calcul des lignes 1 à 11 se fait comme suit : (AxB)+(DxE)+(GxH)=J										Sous-total no 1 - personnel :	\$

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 2 (du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023)

Catégorie de machinerie  Les taux horaires incluent l'opérateur et tous les frais pour faire fonctionner ces machines.		Du lundi au vendredi						Samedi, dimanche et fêtes légales			* Valeur totale annuelle estimée par catégorie de machinerie (J)
		Durant les heures régulières entre 7h30 et 16h			en dehors des heures régulières						
		taux horaire (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	taux horaire (D)	quantité annuelle estimée (E)	unité (F)	taux horaire (G)	quantité annuelle estimée (H)	unité (I)	
12	Rétrocaveuse	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
13	Rétrocaveuse marteau	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
14	Camion 10 roues	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
15	Fardier	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
16	Chargeur	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
17	Compacteur	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
18	Scie à béton/asphalte sur roues	\$	10	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
19	Camion de livraison (F-150 ou cube)	\$	150	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
20	Excavatrice (max. de 1.7 tonnes)	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
* le calcul des lignes 12 à 20 se fait comme suit : (AxB)+(DxE)+(GxH)=J								Sous-total no 2 - machinerie :		\$	

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 2 (du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023)

j. Autres frais (sur une période d'une année) :

4. Dans la ligne 21.2 ci-après, veuillez inscrire le taux au kilométrage lors d'un déplacement de plus de 50 km à 350 km.
5. Dans la ligne 22.2 ci-après, veuillez inscrire la majoration applicable aux matériaux. Exemple : si vous inscrivez le chiffre 5 comme majoration, c'est 5% qui vont être ajoutés au montant de 50 000,00 \$ pour un total de 52 500,00 \$
6. Dans la ligne 23.2 ci-après, veuillez inscrire la majoration applicable à la sous-traitance. Exemple : si vous inscrivez le chiffre 10 comme majoration, c'est 10% qui vont être ajoutés au montant de 10 000,00 \$ pour un total de 11 000,00 \$

Frais de déplacement de plus de 50 km à 150 km						
Pour les travaux exécutés dans un rayon de plus de 50 km jusqu'à 350 km, l'entrepreneur pourra charger les items qui suivent. La mesure de la distance se fera à vol d'oiseau entre le 850, route de la mer, Mont-Joli (Québec) et le lieu des travaux en utilisant un logiciel tel Google Earth.						
#	Description	taux du kilomètre (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
21						
.1	Le temps de déplacement des employés de l'Entrepreneur selon un ratio de 1 heure par 100 km moins 1 heure pour le premier rayon de 50 km aller et retour. La formule à utiliser est : ((d /100 km) x th) - th, où "d" est la distance aller et retour et "th" est le taux horaire. Exemple : considérant un taux horaire de 47,50 \$/h (th) et une distance aller et retour de 130 km (d) seraient payés 14,25 \$, soit ((130 km / 100 km) x 47,50 \$) - 47,50 \$.					
.2	Seulement les véhicules qui se sont déplacés sur leur propre pouvoir sur toute la distance sont éligibles au paiement du kilométrage :	\$	1000	km		\$
* le calcul de la ligne 21.2 se fait comme suit : AxB=D						
Matériaux						
#	Description	majoration (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
22						
.1	Matériaux selon l'estimé préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'autorité technique de TPSGC.					
.2	L'entrepreneur facturera chaque item au prix coûtant plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit. Fournir des pièces justificatives du prix coûtant. Soumettre un pourcentage de majoration (si la majoration est de zéro, le montant total sera de 50 000,00 \$).	%	50 000	dollar \$		\$
* le calcul de la ligne 22.2 se fait comme suit : ((A/100)xB)+B=D						
Sous-traitance						
#	Description	majoration (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
23						
.1	Frais de sous-traitance selon un estimé détaillé préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'autorité technique de TPSGC.					
.2	L'entrepreneur facturera au prix coûtant, plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit, les travaux exclus du devis qui seront exécutés par un sous-traitant. L'entrepreneur fournira des pièces justificatives du prix coûtant. L'entrepreneur soumettra un pourcentage de majoration (si la majoration est de zéro, le montant total sera de 10 000,00 \$).	%	10 000	dollar \$		\$
* le calcul de la ligne 23.2 se fait comme suit : ((A/100)xB)+B=D						

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 3 (du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024)

Catégorie de personnel		Durant les heures régulières entre 07h30 et 16h00			En dehors des heures régulières			Samedi, dimanche et fêtes légales			* Valeur totale annuelle estimée par catégorie de personnel (J)
		taux horaire (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	taux horaire (D)	quantité annuelle estimée (E)	unité (F)	taux horaire (G)	quantité annuelle estimée (H)	unité (I)	
1	Contremaître	\$	100	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
2	Briqueur-Maçon	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
3	Charpentier-menuisier	\$	400	heure	\$	30	heure	\$	10	heure	\$
4	Couvreur	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
5	Électricien	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
6	Ferblantier	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
7	Ferrailleur	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
8	Peintre	\$	400	heure	\$	30	heure	\$	10	heure	\$
9	Plombier (Tuyauteur)	\$	100	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
10	Frigoriste	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
11	Manœuvre - aide	\$	500	heure	\$	50	heure	\$	10	heure	\$
* le calcul des lignes 1 à 11 se fait comme suit : (AxB)+(DxE)+(GxH)=J											\$



APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 3 (du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024)

Catégorie de machinerie		Du lundi au vendredi						Samedi, dimanche et fêtes légales			* Valeur totale annuelle estimée par catégorie de machinerie (J)	
		Durant les heures régulières entre 7h30 et 16h			en dehors des heures régulières							
		taux horaire (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	taux horaire (D)	quantité annuelle estimée (E)	unité (F)	taux horaire (G)	quantité annuelle estimée (H)	unité (I)		
Les taux horaires incluent l'opérateur et tous les frais pour faire fonctionner ces machines.	12	Rétrocaveuse	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
	13	Rétrocaveuse marteau	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
	14	Camion 10 roues	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
	15	Fardier	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
	16	Chargeur	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
17	Compacteur	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$	
18	Scie à béton/asphalte sur roues	\$	10	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$	
19	Camion de livraison (F- 150 ou cube)	\$	150	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$	
20	Excavatrice (max. de 1.7 tonnes)	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$	
* le calcul des lignes 12 à 20 se fait comme suit : (AxB)+(DxE)+(GxH)=J									Sous-total no 2 - machinerie :		\$	

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 3 (du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024)

- k. **Autres frais (sur une période d'une année) :**
- 7. Dans la ligne 21.2 ci-après, veuillez inscrire le taux au kilométrage lors d'un déplacement de plus de 50 km à 350 km.
  - 8. Dans la ligne 22.2 ci-après, veuillez inscrire la majoration applicable aux matériaux. Exemple : si vous inscrivez le chiffre 5 comme majoration, c'est 5% qui vont être ajoutés au montant de 50 000,00 \$ pour un total de 52 500,00 \$
  - 9. Dans la ligne 23.2 ci-après, veuillez inscrire la majoration applicable à la sous-traitance. Exemple : si vous inscrivez le chiffre 10 comme majoration, c'est 10% qui vont être ajoutés au montant de 10 000,00 \$ pour un total de 11 000,00 \$

Frais de déplacement de plus de 50 km à 150 km					
Pour les travaux exécutés dans un rayon de plus de 50 km jusqu'à 350 km, l'entrepreneur pourra charger les items qui suivent. La mesure de la distance se fera à vol d'oiseau entre le 850, route de la mer, Mont-Joli (Québec) et le lieu des travaux en utilisant un logiciel tel Google Earth.					
#	Description	taux du kilomètre (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)
21					
.1	Le temps de déplacement des employés de l'Entrepreneur selon un ratio de 1 heure par 100 km moins 1 heure pour le premier rayon de 50 km aller et retour. La formule à utiliser est : ((d / 100 km) x th) - th, où "d" est la distance aller et retour et "th" est le taux horaire. Exemple : considérant un taux horaire de 47,50 \$/h (th) et une distance aller et retour de 130 km (d) seraient payés 14,25 \$, soit ((130 km / 100 km) x 47,50 \$) - 47,50 \$.				
.2	Seulement les véhicules qui se sont déplacés sur leur propre pouvoir sur toute la distance sont éligibles au paiement du kilométrage :	\$	1000	km	\$
* le calcul de la ligne 21.2 se fait comme suit : AxB=D					
Matériaux					
#	Description	majoration (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)
22					
.1	Matériaux selon l'estimé préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'autorité technique de TPSGC.				
.2	L'entrepreneur facturera chaque item au prix coûtant plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit. Fournir des pièces justificatives du prix coûtant. Soumettre un pourcentage de majoration (si la majoration est de zéro, le montant total sera de 50 000,00 \$).	%	50 000	dollar \$	\$
* le calcul de la ligne 22.2 se fait comme suit : ((A/100)xB)+B=D					
Sous-traitance					
#	Description	majoration (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)
23					
.1	Frais de sous-traitance selon un estimé détaillé préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'autorité technique de TPSGC.				
.2	L'entrepreneur facturera au prix coûtant, plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit, les travaux exclus du devis qui seront exécutés par un sous-traitant. L'entrepreneur fournira des pièces justificatives du prix coûtant. L'entrepreneur soumettra un pourcentage de majoration (si la majoration est de zéro, le montant total sera de 10 000,00 \$).	%	10 000	dollar \$	\$
* le calcul de la ligne 23.2 se fait comme suit : ((A/100)xB)+B=D					

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 4 (du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025)

Catégorie de personnel		Durant les heures régulières entre 07h30 et 16h00			En dehors des heures régulières			Samedi, dimanche et fêtes légales			* Valeur totale annuelle estimée par catégorie de personnel (J)
		taux horaire (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	taux horaire (D)	quantité annuelle estimée (E)	unité (F)	taux horaire (G)	quantité annuelle estimée (H)	unité (I)	
1	Contremaître	\$	100	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
2	Briqueleur-Maçon	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
3	Charpentier-menuisier	\$	400	heure	\$	30	heure	\$	10	heure	\$
4	Couvreur	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
5	Électricien	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
6	Ferblantier	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
7	Ferrailleur	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
8	Peintre	\$	400	heure	\$	30	heure	\$	10	heure	\$
9	Plombier (Tuyauteur)	\$	100	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
10	Frigoriste	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
11	Manœuvre - aide	\$	500	heure	\$	50	heure	\$	10	heure	\$
* le calcul des lignes 1 à 11 se fait comme suit : (AxB)+(DxE)+(GxH)=J											\$

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 4 (du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025)

Catégorie de machinerie		Du lundi au vendredi						Samedi, dimanche et fêtes légales			* Valeur totale annuelle estimée par catégorie de machinerie (J)	
		Durant les heures régulières entre 7h30 et 16h			en dehors des heures régulières							
		taux horaire (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	taux horaire (D)	quantité annuelle estimée (E)	unité (F)	taux horaire (G)	quantité annuelle estimée (H)	unité (I)		
Les taux horaires incluent l'opérateur et tous les frais pour faire fonctionner ces machines.	12	Rétrocaveuse	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
	13	Rétrocaveuse marteau	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
	14	Camion 10 roues	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
	15	Fardier	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
	16	Chargeur	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
17	Compacteur	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$	
18	Scie à béton/asphalte sur roues	\$	10	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$	
19	Camion de livraison (F- 150 ou cube)	\$	150	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$	
20	Excavatrice (max. de 1.7 tonnes)	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$	
* le calcul des lignes 12 à 20 se fait comme suit : (AxB)+(DxE)+(GxH)=J										Sous-total no 2 - machinerie :		\$

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 4 (du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025)

I. Autres frais (sur une période d'une année) :

10. Dans la ligne 21.2 ci-après, veuillez inscrire le taux au kilométrage lors d'un déplacement de plus de 50 km à 350 km.
11. Dans la ligne 22.2 ci-après, veuillez inscrire la majoration applicable aux matériaux. Exemple : si vous inscrivez le chiffre 5 comme majoration, c'est 5% qui vont être ajoutés au montant de 50 000,00 \$ pour un total de 52 500,00 \$
12. Dans la ligne 23.2 ci-après, veuillez inscrire la majoration applicable à la sous-traitance. Exemple : si vous inscrivez le chiffre 10 comme majoration, c'est 10% qui vont être ajoutés au montant de 10 000,00 \$ pour un total de 11 000,00 \$

Frais de déplacement de plus de 50 km à 150 km						
Pour les travaux exécutés dans un rayon de plus de 50 km jusqu'à 350 km, l'entrepreneur pourra charger les items qui suivent. La mesure de la distance se fera à vol d'oiseau entre le 850, route de la mer, Mont-Joli (Québec) et le lieu des travaux en utilisant un logiciel tel Google Earth.						
#	Description	taux du kilomètre (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
21						
.1	Le temps de déplacement des employés de l'Entrepreneur selon un ratio de 1 heure par 100 km moins 1 heure pour le premier rayon de 50 km aller et retour. La formule à utiliser est : ((d / 100 km) x th) - th, où "d" est la distance aller et retour et "th" est le taux horaire. Exemple : considérant un taux horaire de 47,50 \$/h (th) et une distance aller et retour de 130 km (d) seraient payés 14,25 \$, soit ((130 km / 100 km) x 47,50 \$) - 47,50 \$.					
.2	Seulement les véhicules qui se sont déplacés sur leur propre pouvoir sur toute la distance sont éligibles au paiement du kilométrage :	\$	1000	km		\$
* le calcul de la ligne 21.2 se fait comme suit : AxB=D						
Matériaux						
#	Description	majoration (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
22						
.1	Matériaux selon l'estimé préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'autorité technique de TPSGC.					
.2	L'entrepreneur facturera chaque item au prix coûtant plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit. Fournir des pièces justificatives du prix coûtant. Soumettre un pourcentage de majoration (si la majoration est de zéro, le montant total sera de 50 000,00 \$).	%	50 000	dollar \$		\$
* le calcul de la ligne 22.2 se fait comme suit : ((A/100)xB)+B=D						
Sous-traitance						
#	Description	majoration (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
23						
.1	Frais de sous-traitance selon un estimé détaillé préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'autorité technique de TPSGC.					
.2	L'entrepreneur facturera au prix coûtant, plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit, les travaux exclus du devis qui seront exécutés par un sous-traitant. L'entrepreneur fournira des pièces justificatives du prix coûtant. L'entrepreneur soumettra un pourcentage de majoration (si la majoration est de zéro, le montant total sera de 10 000,00 \$).	%	10 000	dollar \$		\$
* le calcul de la ligne 23.2 se fait comme suit : ((A/100)xB)+B=D						

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 5 (du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026)

Catégorie de personnel		Durant les heures régulières entre 07h30 et 16h00			En dehors des heures régulières			Samedi, dimanche et fêtes légales			* Valeur totale annuelle estimée par catégorie de personnel (J)
		taux horaire (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	taux horaire (D)	quantité annuelle estimée (E)	unité (F)	taux horaire (G)	quantité annuelle estimée (H)	unité (I)	
1	Contremaître	\$	100	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
2	Briqueur-Maçon	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
3	Charpentier-menuisier	\$	400	heure	\$	30	heure	\$	10	heure	\$
4	Couvreur	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
5	Électricien	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
6	Ferblantier	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
7	Ferrailleur	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
8	Peintre	\$	400	heure	\$	30	heure	\$	10	heure	\$
9	Plombier (Tuyauteur)	\$	100	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
10	Frigoriste	\$	50	heure	\$	5	heure	\$	5	heure	\$
11	Manœuvre - aide	\$	500	heure	\$	50	heure	\$	10	heure	\$
* le calcul des lignes 1 à 11 se fait comme suit : (Ax B)+(DxE)+(GxH)=J										Sous-total no 1 - personnel :	\$

APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 5 (du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026)

Catégorie de machinerie  Les taux horaires incluent l'opérateur et tous les frais pour faire fonctionner ces machines.		Du lundi au vendredi						Samedi, dimanche et fêtes légales			* Valeur totale annuelle estimée par catégorie de machinerie (J)
		Durant les heures régulières entre 7h30 et 16h			en dehors des heures régulières						
		taux horaire (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	taux horaire (D)	quantité annuelle estimée (E)	unité (F)	taux horaire (G)	quantité annuelle estimée (H)	unité (I)	
12	Rétrocaveuse	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
13	Rétrocaveuse marteau	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
14	Camion 10 roues	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
15	Fardier	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
16	Chargeur	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
17	Compacteur	\$	20	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
18	Scie à béton/asphalte sur roues	\$	10	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
19	Camion de livraison (F-150 ou cube)	\$	150	heure	\$	5	heure	\$	1	heure	\$
20	Excavatrice (max. de 1.7 tonnes)	\$	70	heure	\$	10	heure	\$	5	heure	\$
* le calcul des lignes 12 à 20 se fait comme suit : (AxB)+(DxE)+(GxH)=J								Sous-total no 2 - machinerie :		\$	



APPENDICE 3 - OFFRE ET BASE DE PAIEMENT / Offre à commandes – Année 5 (du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026)

m. Autres frais (sur une période d'une année) :

13. Dans la ligne 21.2 ci-après, veuillez inscrire le taux au kilométrage lors d'un déplacement de plus de 50 km à 350 km.
14. Dans la ligne 22.2 ci-après, veuillez inscrire la majoration applicable aux matériaux. Exemple : si vous inscrivez le chiffre 5 comme majoration, c'est 5% qui vont être ajoutés au montant de 50 000,00 \$ pour un total de 52 500,00 \$
15. Dans la ligne 23.2 ci-après, veuillez inscrire la majoration applicable à la sous-traitance. Exemple : si vous inscrivez le chiffre 10 comme majoration, c'est 10% qui vont être ajoutés au montant de 10 000,00 \$ pour un total de 11 000,00 \$

Frais de déplacement de plus de 50 km à 150 km						
Pour les travaux exécutés dans un rayon de plus de 50 km jusqu'à 350 km, l'entrepreneur pourra charger les items qui suivent. La mesure de la distance se fera à vol d'oiseau entre le 850, route de la mer, Mont-Joli (Québec) et le lieu des travaux en utilisant un logiciel tel Google Earth.						
#	Description	taux du kilomètre (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
21						
.1	Le temps de déplacement des employés de l'Entrepreneur selon un ratio de 1 heure par 100 km moins 1 heure pour le premier rayon de 50 km aller et retour. La formule à utiliser est : ((d / 100 km) x th) - th, où "d" est la distance aller et retour et "th" est le taux horaire. Exemple : considérant un taux horaire de 47,50 \$/h (th) et une distance aller et retour de 130 km (d) seraient payés 14,25 \$, soit ((130 km / 100 km) x 47,50 \$) - 47,50 \$.					
.2	Seulement les véhicules qui se sont déplacés sur leur propre pouvoir sur toute la distance sont éligibles au paiement du kilométrage :	\$	1000	km		\$
* le calcul de la ligne 21.2 se fait comme suit : AxB=D						
Matériaux						
#	Description	majoration (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
22						
.1	Matériaux selon l'estimé préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'autorité technique de TPSGC.					
.2	L'entrepreneur facturera chaque item au prix coûtant plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit. Fournir des pièces justificatives du prix coûtant. Soumettre un pourcentage de majoration (si la majoration est de zéro, le montant total sera de 50 000,00 \$).	%	50 000	dollar \$		\$
* le calcul de la ligne 22.2 se fait comme suit : ((A/100)xB)+B=D						
Sous-traitance						
#	Description	majoration (A)	quantité annuelle estimée (B)	unité (C)	* montant (D)	
23						
.1	Frais de sous-traitance selon un estimé détaillé préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'autorité technique de TPSGC.					
.2	L'entrepreneur facturera au prix coûtant, plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit, les travaux exclus du devis qui seront exécutés par un sous-traitant. L'entrepreneur fournira des pièces justificatives du prix coûtant. L'entrepreneur soumettra un pourcentage de majoration (si la majoration est de zéro, le montant total sera de 10 000,00 \$).	%	10 000	dollar \$		\$
* le calcul de la ligne 23.2 se fait comme suit : ((A/100)xB)+B=D						



**APPENDICE 4 – RAPPORT VOLONTAIRE D’APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (EXEMPLE)**

*(Ce rapport volontaire n’est pas requis lors du dépôt de l’offre)*

L’entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d’apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L’entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n’a été embauché pendant la durée du contrat, l’entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l’autorité contractante au plus tard six mois après l’octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d’apprentis embauchés	Métier spécialisé

## APPENDICE 5 - ATTESTATION D'ASSURANCE

(Pour informations seulement, n'est pas requise lors du dépôt de l'offre)



Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
Canada

Public Works and  
Government Services  
Canada

## ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux Offre à commandes entrepreneur général - Mont-Joli ( <u>Institut Maurice-Lamontagne</u> ) et Rivière-au-Renard	N° de contrat.
	N° de projet QCM-0-42230

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code postal
Nom de l'assuré (Entrepreneur)	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code Postal
Assuré additionnel <b>Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux</b>				

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
<b>Responsabilité civile des entreprises</b>  <b>Responsabilité complémentaire/exc édentaire.</b>				Par sinistre	Global général annuel	Global – Risque après travaux
				\$	\$	\$
				\$	\$	\$
<b>Assurance des chantiers / Risques d'installation</b>				\$		

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A

## ATTESTATION D'ASSURANCE

### Page 2 de 2

#### GÉNÉRALITÉS

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue.

De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

#### RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

#### ASSURANCE DES CHANTIERS / RISQUES D'INSTALLATION

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par la plus récente édition des formulaires BAC 4042 et BAC 4047.


Le contrat doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.

Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes et dommages occasionnés par l'amiante, les champignons et spores, le cyber et le terrorisme.

La police doit avoir un plafond qui n'est **pas inférieur à la somme de la valeur du contrat** plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, la police doit être modifiée pour refléter la valeur révisée du contrat.

Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payée à sa Majesté ou selon les directives du Canada conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance » (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2>).

## APPENDICE 6 – LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

 Government of Canada / Gouvernement du Canada	Contract Number / Numéro du contrat EE517-211573
	Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)**  
**LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

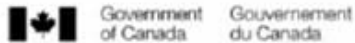
**PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE**

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	Public Works and Government Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Biens immobiliers
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail offre à commande entrepreneur général, 850 route de la mer Mont-Joli		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c.)		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

Canada



Contract Number / Numéro du contrat

EE517-211573

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  
If Yes, indicate the level of sensitivity:  
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité: ☒ No ☐ Yes  
Non ☐ Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes  
Non ☐ Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel:

Document Number / Numéro du document:

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☒ RELIABILITY STATUS  
COTE DE FIABILITE ☐ CONFIDENTIAL  
CONFIDENTIEL ☐ SECRET  
SECRET ☐ TOP SECRET  
TRÈS SECRET  
☐ TOP SECRET - SIGINT  
TRÈS SECRET - SIGINT ☐ NATO CONFIDENTIAL  
NATO CONFIDENTIEL ☐ NATO SECRET  
NATO SECRET ☐ COSMIC TOP SECRET  
COSMIC TRÈS SECRET  
☐ SITE ACCESS  
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux:

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes  
Non ☐ Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes  
Non ☐ Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non ☐ Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes  
Non ☐ Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes  
Non ☐ Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non ☐ Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes  
Non ☐ Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

Canada



Contract Number / Numéro du contrat

EE517-211573

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COMSEC TOP SECRET COMSEC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

Canada





## ANNEXE B – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

(Page 1 de 2)

*À être volontairement retournée avec l'offre.*

### INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux offrants qui dépose une offre pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les offrants ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : [www.cra-arc.gc.ca](http://www.cra-arc.gc.ca). Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées à la page 2 de 2 aideront à mieux comprendre comment les offrants utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti \* autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à la page 2 de 2.


Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à la page 2 de 2.

\* **Le ratio compagnon/apprenti**, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.



This image shows a blank sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and extend across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

## ANNEXE C - EXEMPLE DE FORMULAIRE 2829

 Public Works and Government Services Canada / Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		CALL-UP AGAINST A STANDING OFFER COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE PERMANENTE
In accordance with STANDING OFFER NO.		Conformément à l'OFFRE PERMANENTE N°
Dated and the terms and conditions therein, you are requested to carry out the work described below.		Call-up no. - N° de commande
en date du et les modalités qui y sont énumérées, vous êtes prié d'exécuter les travaux décrits ci-après.		
Contractor's name and address - Nom et adresse de l'entrepreneur		Send invoice to - Expédier la facture à
Project no. - N° du projet		Note: Quote standing offer number, project number and call-up number on your invoice. Inscrire le numéro de l'offre permanente, le numéro du projet et le numéro de commande sur la facture.
Location of work - Endroit des travaux		Call-up cost, GST extra - Coût de la commande, TPS en plus
Work description - Description des travaux		
<div style="border: 1px solid red; padding: 10px; margin: 20px auto; width: 80%;">SAMPLE ONLY ÉCHANTILLON SEULEMENT</div>		
Certified pursuant to subsection 32 (1) of the Financial Administration Act Certifié en vertu du paragraphe 32 (1) de la Loi sur la gestion des finances publiques		
_____ Signature		_____ Date
Departmental Representative - Représentant du ministère		
_____ Signature		_____ Date

PWGSC-TPSGC 2829 (03/2006)